



CONVENTION AVEC ENTRÉE DE JEU POUR DU THÉÂTRE FORUM CONTRE LE HARCÈLEMENT.

La Présidente de la Caisse des écoles de Villebon sur Yvette,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la commande publique, notamment les articles L. 2113-6 à L. 2113-8,

Vu l'arrêté du Maire n°ARR-2023-327 du 5 septembre 2023 désignant Madame Michèle BOULANGER, 4ème Adjointe au Maire, pour présider la Caisse des écoles publiques de la Commune,

Vu la délibération n°DEL 2023-09-009 du 26 septembre 2023 déléguant au maire ou au représentant (président) de la Caisse des Ecoles

Vu les missions de la Caisse des écoles en matière de prévention

Vu la proposition d'Entrée de Jeu,

Considérant l'intérêt de proposer aux enfants de CE2 des écoles de participer à une séance de théâtre forum contre le harcèlement,

DECIDE

Article 1 : De signer la convention avec Entrée de jeu, dont le siège social est situé 35 Villa d'Alésia, 75014 Paris, selon les conditions établies entre les signataires,

Article 2 : La présente convention est établie pour 2 représentations STOOOP ! à destination des élèves de CE2 des 3 écoles le jeudi 12 décembre 2024,

Article 3 : La dépense afférente à cette convention d'un montant **2500,00€ TTC** sera prise en charge par la Caisse des écoles imputée au chapitre 011 du budget de la Caisse des écoles,

Article 4 : La présente décision sera inscrite sur le registre des décisions de la Caisse des écoles, transmise par voie électronique à la Préfecture de l'Essonne et publiée pour une période de deux mois au moins sur le site de la Ville.

Fait à Villebon-sur-Yvette, le 16 novembre 2024

La Présidente



Michèle BOULANGER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

091-269101895-20241114-DEC2024-01-CC

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/11/2024
Publication : 02/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



La présente décision municipale peut faire l'objet d'un recours gracieux exercé auprès de la Commune et d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles (Article R421-1 du Code de la justice administrative) sis 56, Avenue de Saint-Cloud 78000 Versailles par voie postale ou par voie dématérialisée sur la plateforme « Télérecours ».

Le délai de recours de deux mois court dès sa publication ou son affichage ou sa notification aux intéressés et sa transmission par voie dématérialisée au titre du contrôle de légalité en application de l'article L2131-1 et L2131-2 du Code général des collectivités territoriales.